



24-07-2012

DEUX PRESIDENTS. UNE MEME POLITIQUE

Avant de quitter Matignon F. Fillon a commandé à l'Igas (Inspection générale des affaires sociales) un rapport sur la maîtrise des dépenses de l'assurance maladie. Il vient d'être remis aux ministres J. Cahusac (Budget) et M. Touraine (Affaires sociales) qui ont « *accueilli avec intérêt les recommandations* ». Le gouvernement donnera suite car « *il a été formulé en toute indépendance* » selon le journal "les Echos" du 20 juillet dernier.

Que préconise ce rapport ?

Une nouvelle vague d'économie de 10 à 15 milliards par an. Comment ? Très simple, en poursuivant les vieilles recettes. Diminution, voire fermeture des services des urgences, centralisation de la chirurgie, suppressions de lits et diminution des personnels, moins de prescriptions des médecins de ville (médicaments, arrêts de travail, analyses) ainsi que pour les affections de longue durée, et même fermeture de 10% des pharmacies.

Les ministres précisent sans rire que cela se fera en « *améliorant la qualité des soins et en préservant le niveau de protection des assurés sociaux* ». C'était le discours du gouvernement précédent, on voit la situation aujourd'hui.

Les retraites à nouveau sur la sellette.

Le C.O.R. (Conseil d'Orientation des Retraites) vient de rendre lui aussi un rapport sur l'avenir des retraites. Rien ne va plus malgré la "réforme Sarkozy". Il manquerait 10 milliards par an à compter de 2020. D'où la nécessité de repousser encore l'âge de la retraite (67 ans) et d'abaisser les pensions, Cette nouvelle régression devrait intervenir en 2013. Les réformes de 2010 avec la crise seraient obsolètes. Elles tablaient sur un taux de chômage de 7% (plus de 10% actuellement) et une croissance de la productivité de 1,5%.

Ayrault souhaite organiser cette nouvelle réforme en deux temps avant la concertation du printemps 2013. D'abord avec le rapport du COR sur « l'état des lieux de notre système et ses perspectives financières ». Ensuite par la mise en place d'une commission ad-hoc qui formulera début 2013 différentes pistes de « réformes ».

Devant l'attaque d'envergure qui se met en place, les confédérations syndicales "réagissent". Ainsi la CFDT réclame une mise à plat totale du système et menace « si la réforme consiste seulement à modifier quelques paramètres du système, nous ne la soutiendrons pas ». Des exigences qui avec Chérèque ne peuvent conduire qu'à une régression de nos retraites (voir 2003 et 2010).

Quant aux autres confédérations elles sont déjà dans le débat technique qui a l'avantage de noyer le poisson et de ne pas aborder l'essentiel : l'amélioration de nos systèmes de retraites, en s'en donnant les moyens politiques et financiers. Bref, il faut s'attaquer aux profits du capital mais cette perspective, Hollande, Ayrault et leurs comparses n'y songent même pas. Ils ne sont pas là pour ça.